



## CHAMPS LIBRES

### DÉBATS

# Numérique à l'école, l'impasse du « en même temps »

**S'**il fallait encore une preuve de l'impuissance des pouvoirs publics à infléchir le cours des choses, la question de l'interdiction des smartphones à l'école en fournirait une éclatante. Alors que seuls 9 % des collèves publics avaient mis en place, à la rentrée 2025, le dispositif « portable en pause », l'ambition du gouvernement de bannir les téléphones des lycées se dissout jour après jour. Sous l'effet conjugué des contraintes du droit européen et d'obstacles organisationnels opportunément brandis pour excuser l'inaction, le projet s'enlise jusqu'à se confondre, à ce stade, avec un simple statu quo. Il reviendrait donc aux chefs d'établissement de fixer, dans le règlement intérieur, les conditions d'usage du téléphone, ouvrant grand la voie à l'arbitraire et à la reproduction des inégalités sociales, les établissements favorisés ayant, eux, parfaitement intégré l'enjeu décisif que constitue, face à l'ogre numérique, la protection de la santé intellectuelle, physique et psychologique de nos enfants et adolescents.

À l'heure où les jeunes Français possèdent en moyenne 2,9 écrans chacun et y consacrent, selon Santé publique France, plus de quatre heures par jour, ce renoncement politique n'est pas sans conséquences. L'expérience de terrain des enseignants en témoigne : d'après un sondage OpinionWay pour *Hexagone*, 96 % d'entre eux estiment que l'exposition aux écrans contribue à la baisse du niveau des élèves. Les études internationales ne sont pas plus optimistes. Les données Pisa publiées en 2023 montrent ainsi que les élèves passant plus de sept heures quotidiennes devant des écrans obtiennent en mathématiques des scores inférieurs de 30 points à ceux qui en font un usage modéré, une tendance observée dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Pisa établit également que l'envahissement de l'école par le monde numérique dégrade le climat disciplinaire : 58 % des élèves français déclarent être distraits par des écrans en classe et affichent, sans surprise, de moins bons résultats scolaires. La littérature scientifique la plus récente converge enfin pour montrer que l'omniprésence du numérique altère la concentration, la mémorisation, la santé physique et mentale, ainsi que le développement des fonctions exécutives, en particulier dans la petite enfance. Une étude canadienne révèle ainsi que chaque heure quotidienne d'écran supplémentaire réduit d'environ 10 % la probabilité d'obtenir de bons résultats en lecture et en mathématiques à l'école élémentaire. Ces données éclairent la

marque arrière de pays où l'expérimentation du tout-numérique a tourné au fiasco : la Norvège et la Suède, par exemple, prônent désormais le retour au papier et formulent des recommandations sanitaires très strictes sur le temps d'écran.

Au-delà des seules performances académiques, c'est l'école comme institution qui se trouve menacée par une anthropologie numérique foncièrement incompatible avec ce qu'elle est censée incarner et défendre, à commencer par l'instruction. Le monde numérique, en effet, enferme la jeunesse dans la dictature de l'immédiateté, alimente le fantasme d'une autonomie totale par l'intelligence artificielle et entretient la confusion entre la connaissance et sa simple accessibilité. Or la transmission des savoirs suppose l'inverse : le respect du temps long, la médiation d'une autorité sachante, le détour hors de soi et hors de l'époque – condition nécessaire pour y revenir ensuite mieux armé. L'écrivain Nicolas Gomez Davila l'avait compris : « *Éduquer les jeunes gens ne consiste pas à les familiariser avec leur époque, mais à faire en sorte qu'ils l'ignorent le plus longtemps possible.* »

La transmission n'est néanmoins pas seule en cause : la formation du citoyen et l'affermissement du sentiment national sont également fragilisés par des dispositifs qui emprisonnent les élèves dans des bulles numériques, brouillent la frontière entre réel et virtuel et font de l'altérité une option. En accélérant la déliaison sociale, les écrans favorisent la montée des incivilités, du harcèlement et des violences, encouragées par la possibilité d'une mise en scène instantanée et virale, dont le « happy slapping » (vidéolynchage) constitue l'un des symptômes les plus inquiétants. Conscient de cette menace, le gouvernement néerlandais a, il y a deux ans, comme près de 30 % des pays dans le monde selon l'Unesco, interdit les smartphones dans les collèges et lycées, avec des effets déjà tangibles : amélioration des conditions d'apprentissage, regain des interactions entre élèves et apaisement du climat scolaire, constaté par près des deux tiers des établissements concernés.

Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale du Front populaire, rappelait que l'école devait demeurer « *un asile où les querelles des hommes n'entrent pas* ». Si nombreux sont ceux qui se réclament de cet idéal, force est de constater qu'il n'est plus guère défendu en pratique, tant les écrans désanctuarisent l'école et en font un espace indifférencié, voire un lieu de l'absence. Les élèves



sont, en effet, physiquement présents face au professeur, mais mentalement ailleurs, l'attention étant captée par des stimuli numériques permanents. Le drame de cette situation tient à la complicité – voire à la responsabilité directe – de l'Éducation nationale, qui soumet personnels éducatifs, élèves et familles à des injonctions toujours plus contradictoires.

Les discours officiels, jusqu'au chef de l'État, exaltent la déconnexion et, « en même temps », l'usage du numérique devient partout obligatoire, si bien qu'il structure le fonctionnement même de l'institution : écrans érigés en outils pédagogiques, généralisation de Pronote, numérisation intégrale de Parcoursup, dématérialisation des procédures administratives, disparition progressive des carnets de liaison et des manuels scolaires papier. Cette fuite en avant engage la responsabilité des gouvernants de tous bords, non sans une certaine hypocrisie lorsque l'on voit certains dénoncer aujourd'hui l'addiction aux écrans après avoir promu hier, depuis la Rue de Grenelle, l'irruption du numérique dans les salles de classe. Un travail de sape poursuivi en collaboration étroite avec des collectivités locales qui, de l'Occitanie à l'Île-de-France, distribuent massivement tablettes et ordinateurs au prix de politiques à la fois dispendieuses et clientélistes, aux effets anti-éducatifs.

Le redressement de notre école, priorité impérieuse s'il en est, ne pourra s'opérer dans un tel climat d'ambiguïté : il ne s'agit plus d'effets d'annonce ni de communication, mais de décisions de rupture, assumées et tenues dans la durée. L'opinion publique, elle, est prête. Il ne reste qu'aux décideurs de prendre le relais, de clarifier leurs objectifs et, une fois n'est pas coutume, de se donner les moyens de les atteindre. ■

\* Joachim Le Floch-Imad est enseignant, essayiste et auteur de « Main basse sur l'Éducation nationale. Enquête sur un suicide assisté » (Éditions du Cerf, 2025). Baptiste Detombe est essayiste et conférencier sur les enjeux éthiques et anthropologiques des nouvelles technologies. Il est l'auteur de « L'Homme démantelé. Comment le numérique consume nos existences » (Éditions Artège, 2025).

## JOACHIM LE FLOCH-IMAD ET BAPTISTE DETOMBE

Les discours officiels, jusqu'au chef de l'État, exaltent la déconnexion pour les jeunes et, « en même temps », l'usage du numérique devient partout obligatoire, si bien qu'il structure le fonctionnement même de l'Éducation nationale, déplorent les deux essayistes\*.

**Le monde numérique enferme la jeunesse dans la dictature de l'immédiateté, alimente le fantasme d'une autonomie totale par l'intelligence artificielle et entretient la confusion entre la connaissance et sa simple accessibilité**

